

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 ANCONE  
SYNTHESE DES OBSERVATIONS ET PROJET DE PRISE EN COMPTE

N° observation	Nom observateur-trice	Date observation	Observation	Prise en compte et réponse par la Communauté d'Agglomération
1	Direction Départementale des Territoires de la Drôme	03/10/23	<p>La DDT rappelle l'impossibilité d'installer un poste de transformation électrique ou l'aménagement d'un parking public en secteur Ubr du règlement du PLU en vigueur. Elle rappelle de plus que les prescriptions relatives à l'aléa inondation est en contradiction avec le PPRI.</p> <p>La DDT propose de compléter l'article Ub2 de façon à prendre en compte le zonage PPRI "rouge hachuré (Rr)" en plus des zonages "bleu hachuré (Br)" et "bleu pointillé (Bre)", et de reprendre les dispositions du règlement PPRI.</p> <p>La proposition est la suivante :</p> <p><i>"Dans les sous-secteurs Ubr <b>en zone "Br" et "Bre" du PPRI</b> , ne sont admises que les constructions à usage d'habitation et d'extension d'activité pré-existante, les constructions et installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif, dans la limite de certains ERP interdits dans le règlement du PPRI <b>et des bâtiments nécessaires à la gestion de crise et les bâtiments de secours (sauf en "Bre", à démontrer l'impossibilité d'une solution alternative hors zone inondable)</b> , ainsi que les équipements multigénérationnels évoqués au PADD, sous réserve des conditions fixées au paragraphe 2 ci-après, et avec la recommandation d'une surface minimum de terrain de 600m2.</i></p> <p><b><i>Dans les sous-secteurs Ubr en zone "Rr" du PPRI, aucune construction n'est admise, à l'exception de celles autorisées par le PPRI "</i></b>.</p> <p>Il est nécessaire de <b>supprimer</b> les références aux <b>"avis des services de l'Etat "</b> puisque ces derniers se baseront sur le règlement du PPRI.</p> <p>De la même manière, il conviendra d'interdire les clôtures et murets conformément aux prescriptions du PPRI et de prévoir la rédaction suivante : <b>"Pour les clôtures, les murets <i>sont</i> interdits "</b>.</p> <p>Concernant l'Orientation d'Aménagement, la mutualisation des espaces de stationnement des équipements publics existants et futurs est saluée. La DDT rappelle qu'il aurait été souhaitable d'augmenter la proportion de perméabilité du sol (actuellement fixée à 50% de la surface) et d'apporter un regard attentif à l'insertion paysagère du bâti sur cette parcelle et entrée de ville.</p> <p>Les zones inondables issues des anciens Plan d'Exposition aux Risques Inondation (PERI) et Plan des Surfaces Submersibles (PSS) figurant dans le document graphique doivent être remplacées par celles du PPRI.</p>	<p>La proposition de complément de l'article Ub2 a été prise en compte dans le dossier d'approbation de façon à renforcer la cohérence avec le règlement du PPRI.</p> <p>Les références faites aux "avis des services de l'Etat" au sein du règlement ont été supprimées.</p> <p>L'interdiction des murets conformément aux prescriptions du PPRI a été prise en compte.</p> <p>Concernant l'Orientation d'Aménagement, la proportion de perméabilité du sol a été modifiée pour atteindre les 75% de la surface totale de la zone de stationnement.</p> <p>Le traitement de la noue en bordure de parcelle ainsi que le traitement des espaces extérieurs avec plantations permettent déjà d'apporter un regard attentif à l'insertion paysagère du bâti sur cette parcelle et entrée de ville. Le schéma de principe ne sera pas retouché sur ce point.</p> <p>Le document graphique a été repris de façon à faire apparaître le zonage du PPRI et à faire disparaître celui des anciens documents de prévention du risque inondation (Plan d'Exposition aux Risques Inondation (PERI) et Plan des Surfaces Submersibles (PSS)).</p>
2	Conseil Départemental de la Drôme	06/10/23	<p>Le Conseil Départemental estime que la surface projetée pour l'aire de stationnement est faible (a priori 550m2), et que la capacité du stationnement n'est pas précisée (de l'ordre d'une vingtaine de places, vue la surface). Malgré la fréquentation différenciée entre la ludothèque et le stade, le conseil départemental craint une capacité de stationnement insuffisante, notamment aux moments de la semaine où les deux équipements vont néanmoins fonctionner en même temps. Ceci peut générer du stationnement anarchique le long de la RD 885, et être potentiellement source d'accidents.</p> <p>Le Conseil Départemental rappelle de plus qu'il est prévu que la voie d'accès au parking permette, à terme, de créer une connexion avec le quartier Est. L'aménagement de cet accès sur la RD 885 devra, de fait, être prévu et dimensionné en conséquence.</p> <p>Pour le Conseil Départemental, le cheminement doux reliant l'aire de stationnement au centre technique municipal situé au sud devrait être relié à ceux existants plus au nord en direction du centre village pour créer une liaison sécurisée continue entre ce nouvel équipement public et ledit centre village pour les piétons et les cycles.</p> <p>Concernant le règlement écrit et graphique, des coquilles sont signalées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Sur le document graphique p.11 : remplacer RD 85 par RD885,</li><li>- Dans le Règlement écrit, article Ub3, p.20, la RD 885 n'est pas notée dans le paragraphe relatif aux accès carrossables par propriété.</li></ul>	<p>L'Agglomération de Montélimar et la Commune de Ancône ont pris en compte l'avis du Conseil Départemental. La Commune a pris une délibération d'intention pour prévoir une zone de stationnement supplémentaire, d'une quinzaine de places environ, en bordure du stade. En outre, il est également prévu la continuité pour les modes doux le long de la rue du Stade (RD885) entre la ludothèque et le centre-village.</p> <p>Pour intégrer ces intentions au projet, le schéma de principe d'aménagement du secteur est complété.</p> <p>La voie d'accès qui traverse le projet de stationnement côté ludothèque n'est pas destinée à être utilisée pour desservir le lotissement présent à l'Est. Il s'agit d'une servitude de passage existante vers une parcelle située au nord-est. Il faut la conserver mais son dimensionnement n'est pas modifié.</p> <p>Les coquilles relatives à la RD 885 sont corrigées.</p>

3	Mairie de Ancône	10/10/23	Monsieur le Maire n'a aucune observation concernant le projet de modification simplifiée. Cependant, pour répondre notamment aux inquiétudes du Département de la Drôme sur le manque de stationnement, la Commune prend une délibération d'intention le 12 décembre 2023 portant sur l'intention d'aménager des stationnements supplémentaires et de créer un nouveau schéma de circulation aux abords du stade municipal et de la future ludothèque intercommunale.	La continuité "modes doux" vers le centre-bourg et l'espace de stationnement supplémentaire côté stade sont intégrés dans le schéma de principe d'aménagement.
4	Mission Régionale d'Autorité Environnementale	18/10/23	La MRAE conclut qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la Communauté d'Agglomération, le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Ancône (26) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée et ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale. Elle invite MONTELIMAR AGGLOMERATION à prendre par délibération la décision de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale.	MONTELIMAR AGGLOMERATION a confirmé par délibération n°2.01 le 07/12/2023, sa décision de ne pas soumettre le projet de Modification Simplifiée à évaluation environnementale.
4	Mise à disposition du dossier au public	du 03/01/2024 au 02/02/2024	Aucune observation	-'